

**SAMIR AMIN**

**LE CONFLIT CAPITALISME/SOCIALISME**

**LE CONFLIT NORD/SUD**

**DEUX CONFLITS INDISSOCIABLES**

**1. L'internationalisme indispensable**

Le conflit Nord/ Sud (centres/périphéries) est une donnée première dans toute l'histoire du déploiement capitaliste. Le capitalisme historique (il n'y en a pas d'autres sauf dans l'imaginaire irréel de la doctrine libérale) se confond avec l'histoire de la conquête du monde par les Européens et leurs descendants qui ont fait les Etats Unis (plus le Canada et l'Australie). Une conquête victorieuse pendant quatre siècles – de 1492 à 1917- devant laquelle les résistances des peuples victimes avaient toujours échoué. Un succès donc qui permettait de fonder sa légitimité par la supériorité du système européen, synonyme de modernité, de progrès, de bonheur pour employer les termes de la doctrine anglaise de "l'utilitarisme", fondement de l'eurocentrisme. Une conquête qui a persuadé les peuples des centres impérialistes (tous Européens d'origine, auxquels se sont agrégés les Japonais qui ont choisi d'imiter leurs prédécesseurs, mais dont été exclus les Latino Américains) de leur droit "préférentiel" aux richesses de la planète. Une sorte de racisme profond qui ne revêt plus les formes primitives de la croyance dans l'inégalité des "races".

Cette page de l'histoire est en voie d'être tournée, remise en question par l'éveil du Sud. Un éveil qui s'est manifesté tout au long du XX ième siècle par les révolutions conduites au nom du socialisme dans la semi périphérie russe puis dans les périphéries de Chine, Vietnam, Cuba, comme par les libérations nationales d'Asie et d' Afrique et les avancées de l'Amérique latine. J' ai proposé, pratiquement à travers tous mes écrits, des analyses concrètes de ces remises en cause comme des développements plus théoriques et généraux de leur articulation aux transformations du système capitaliste/ impérialiste. Le petit ouvrage de Claudia Roffinelli ( *La teoria del sistema capitalista mundial, Una aproximacion al pensamiento de Samir Amin*, Ruth Ed, Panama,2005; en voie de publication en français) propose une synthèse excellente de mes thèses.

La lutte des peuples du Sud pour leur libération – désormais victorieuse dans sa tendance générale- s'articule à la remise en question du capitalisme. Cette conjonction est inévitable. Les conflits capitalisme/socialisme et Nord/Sud sont indissociables. Il n'y a pas de socialisme concevable hors de l'universalisme, qui implique l'égalité des peuples. Dans les pays du Sud les majorités sont victimes du système, dans ceux du Nord ils en sont les bénéficiaires. Les uns et les autres le savent parfaitement bien que souvent soit ils s'y résignent (dans le Sud) soit ils s'en félicitent (dans le Nord). Ce n'est donc pas un hasard si la transformation radicale du système n'est pas à l'ordre du jour dans le Nord, tandis que le Sud constitue toujours "la zone des tempêtes", des révoltes répétées, potentiellement révolutionnaires. De ce fait les initiatives des peuples du Sud ont été décisives dans la transformation du monde comme toute l'histoire du XX ième siècle le démontre. Constaté ce fait permet de situer dans leur cadre les luttes de classes dans le Nord : celui de luttes économiques revendicatives qui en général ne remettent en question ni la propriété du capital ni l'ordre mondial impérialiste. Cela est particulièrement visible aux Etats-Unis dans le cadre d'une culture politique du consensus. La situation est plus complexe en Europe du fait de sa culture politique du conflit opposant droite et gauche, depuis les Lumières et la révolution française, puis ensuite avec la formation d'un mouvement ouvrier socialiste et la révolution russe (cf S. Amin, *Le virus libéral*, 2003). Néanmoins l'américanisation des sociétés européennes, en cours depuis 1950, atténué graduellement ce contraste. De ce fait également les modifications de la compétitivité comparée des économies du capitalisme central, associées aux développements inégaux des luttes sociales, ne méritent pas d'être placées au centre des transformations du système mondial, ni au cœur des différentes variantes possibles des rapports entre les Etats-Unis et l'Europe, comme le pensent beaucoup des partisans du projet européen. De leur côté les révoltes du Sud, quand elles se radicalisent, se heurtent aux défis du sous développement. Leurs "socialismes" sont de ce fait toujours porteurs de contradictions entre les intentions de départ et les réalités du possible. La conjonction, possible mais difficile, entre les luttes des peuples du Sud et celles de ceux du Nord constitue le seul moyen de dépasser les limites des uns et des autres. Cette conjonction définit ma lecture du marxisme. Une lecture qui part de Marx, refuse de s'arrêter à lui, ou Lénine ou Mao. Un

marxisme conçu comme méthode d'analyse et d'action (la dialectique matérialiste) et non comme l'ensemble des propositions tirées de l'usage de celle-ci, et donc un marxisme qui ne craint pas de rejeter certaines conclusions, fussent-elles de Marx, un marxisme sans rivages, toujours inachevé.

C'est pourquoi je suis un internationaliste. J'ai toujours pensé que le capitalisme étant un système mondial et non la simple juxtaposition de systèmes capitalistes nationaux, les luttes politiques et sociales, pour être efficaces, devaient être conduites simultanément dans l'aire nationale (qui reste décisive parce que les conflits, les alliances et les compromis sociaux et politiques se nouent dans cette aire) et au plan mondial. Ce point de vue – banal à mon avis – me paraît avoir été celui de Marx et des marxismes historiques (« Prolétaires de tous les pays unissez-vous »), ou dans la version maoïste enrichie « Prolétaires de tous les pays, peuples opprimés, unissez-vous ». Les débats et les combats auxquels j'ai participé se situaient simultanément dans ces différents plans. Cela impliquait évidemment non pas un « tiers mondisme » mais un « mondialisme » (ou internationalisme), nuance forte sur laquelle je me suis exprimé souvent. De là ma défense de l'idée d'une Cinquième Internationale nécessaire (cf S. Amin, *Pour la Cinquième Internationale*, 2007). La nature de ces débats impliquait que nous cherchions à construire des ponts efficaces pour l'action internationale.

Dans le moment actuel la page de la libération du Sud paraît néanmoins tournée. Les classes dirigeantes du Sud semblent accepter de se soumettre aux exigences de la mondialisation, les unes avec l'espoir d'en tirer profit, les autres contraintes. L'"occidentalisation" du monde est en marche. La doctrine libérale triomphe et croit trouver la preuve de la justesse de sa vision: l'homogénéisation du monde, le "rattrapage" serait possible dans le capitalisme, sa réalisation dépend de l'intelligence des classes dirigeantes concernées. Je crois avoir fourni de bons arguments qui démontrent qu'il n'en est rien, que la polarisation commande l'avenir du système comme son passé. La libération des peuples du Sud reste donc indissociable de la construction d'une perspective socialiste, de la progression du capitalisme au socialisme mondial.

Illusion, répète-t-on, que l'effondrement définitif des modèles soviétiques et maoïstes illustre. A ceux qui pensent donc le socialisme impossible, je dis : le capitalisme n'est pas sorti d'un seul coup du triangle Londres-Amsterdam-Paris au XVII<sup>e</sup> siècle; trois siècles plus tôt il s'était cristallisé dans les villes italiennes dans une première forme qui a sombré mais sans laquelle sa forme "définitive" plus tardive aurait été impensable. Il en sera probablement de même du socialisme. Mais ce probable ne deviendra réalité que si l'articulation libération du Sud/invention des étapes de la longue transition au socialisme mondial s'organise avec l'efficacité nécessaire pour "changer le monde". Cela implique que s'affirme "la vocation afro asiatique" du marxisme, comme je l'ai écrit. Certes le Sud ne paraît pas engagé actuellement sur cette voie. Au contraire ce sont les illusions passéistes qui ont le vent en poupe chez beaucoup de ses peuples. L'Amérique latine, mais surtout la Chine, qui font exception, feront-elles sortir des ornières? Je le crois possible. Un nouveau "front du Sud" ("Bandoung 2") peut associer dans des formules diverses à géométrie variable Etats et peuples du Sud. Un Bandoung mieux armé que le premier, les pays du Sud ayant désormais beaucoup plus de possibilités fructueuses de coopération.

Il est impossible de dessiner la trajectoire que dessineront ces avancées inégales produites par les luttes au Sud et au Nord. Mon sentiment est que le Sud traverse actuellement un moment de crise, mais que celle-ci est une crise de croissance, au sens que la poursuite des objectifs de libération de ses peuples est irréversible. Il faudra bien que ceux du Nord en prennent la mesure, mieux qu'ils soutiennent cette perspective et l'associent à la construction du socialisme. Un moment de solidarité de cette nature a bien existé à l'époque de Bandoung. A l'époque les jeunes Européens affichaient leur "tiers mondisme", sans doute naïf, mais combien plus sympathique que leur repliement actuel !

Sans revenir sur les analyses du capitalisme mondial réellement existant que j'ai développés ailleurs, je rappellerai simplement leurs conclusions : qu'à mon avis l'humanité ne pourra s'engager sérieusement dans la construction d'une alternative socialiste au capitalisme que si les choses changent aussi en Occident développé. Cela ne signifie en aucune manière que les pays de la périphérie doivent attendre ce changement et, jusqu'à ce qu'il se produise, se contenter de "s'ajuster" aux possibilités qu'offre la mondialisation capitaliste. Au contraire c'est plus probablement dans la mesure où les choses commenceront à changer dans les périphéries que les sociétés de l'Occident, contraintes de s'y faire, pourraient être amenées à leur

tour à évoluer dans le sens requis par le progrès de l'humanité toute entière. A défaut le pire, c'est à dire la barbarie et le suicide de la civilisation humaine, reste le plus probable. Je situe bien entendu les changements souhaitables et possibles dans les centres et dans les périphéries du système global dans le cadre de ce que j'ai appelé « la longue transition ». Mes analyses me conduisaient également à situer en Chine, et peut être en Europe, les probabilités les plus grandes d'évolutions favorables possibles. Je reconnais néanmoins que la part d'intuition dans ce type d'analyses « futuristes » ne peut jamais être éliminée.

## **2. Le défi dans les périphéries du système mondial**

Quelles sont les conditions pour que les pays du Sud et de l'ancien Est poursuivent leur libération et l'inscrivent dans une perspective de socialisme mondial?

Pendant quatre siècles d'expansion capitaliste les périphéries ont été soumises à un ajustement structurel asymétrique permanent aux exigences de l'accumulation commandée par le Nord dominant. A partir du XIX ième siècle, avec la révolution industrielle, cette ajustement a pris la forme de la construction du contraste centres industrialisés/périphéries interdites d'industrialisation. Cette asymétrie insupportable par l'écart croissant en termes de richesse et de pouvoirs entre les « partenaires » de la mondialisation impérialiste, a été remise en cause à partir de la révolution russe.

L'expansion mondialisée du capitalisme ayant produit le contraste mentionné, on comprend que l'éveil des périphéries se soit donné l'objectif du « rattrapage » par l'accélération de l'industrialisation. Ce choix était -et demeure- incontournable. Mais il pose problème. Quel modèle d'industrialisation? Imiter ce qui avait été réalisé dans les centres, et reproduire les rapports sociaux du capitalisme, indissociables de ce modèle? Ou tenter d'associer les nécessités du rattrapage et celles de la construction d'autres rapports sociaux?

### **Le drame des grandes révolutions**

Ce drame trouve son origine dans la contradiction entre les tâches du rattrapage et les exigences d'une construction sociale innovante. Les « grandes révolutions » se distinguent par le fait qu'elles se projettent loin en avant vers l'avenir, par opposition aux autres (les « révolutions ordinaires »), qui se contentent de répondre aux exigences des transformations à l'ordre du jour du moment. De ce fait, toutes les grandes révolutions subissent le contrecoup de leur avance sur leur temps. Aux moments brefs de leur radicalisation succèdent des reculs et des restaurations réactionnaires. Par opposition les autres révolutions (comme celles de l'Angleterre et des Etats-Unis) inaugurent le déploiement stable et calme du système, se contentant d'enregistrer les exigences des rapports sociaux et politiques en fait déjà mis en place dans le cadre du capitalisme naissant. De ce fait ces « révolutions » méritent à peine leur nom, tant sont marquants leurs compromis avec les forces du passé et leur absence de vision de l'avenir plus lointain. En dépit de leurs « échecs » les grandes révolutions font l'histoire – à plus longue portée. Par les valeurs d'avant-garde qui définissent leur projet elles permettent aux utopies créatrices de poursuivre la conquête des esprits et en définitif de réaliser l'ambition suprême de la modernité, qui est de faire des êtres humains les sujets actifs de leur histoire. Ces valeurs font contraste avec celles de l'ordre bourgeois instauré ailleurs qui promeuvent des comportements d'ajustement passif aux exigences dites objectives du déploiement du capital, et donnent toute sa puissance à l'aliénation économiciste qui soustend cette soumission.

Le déploiement mondial du capitalisme a toujours été polarisant dès l'origine et à chacune des étapes de son histoire. De ce fait l'impérialisme a mis à l'ordre du jour non pas tant la maturation des conditions permettant des « révolutions socialistes » (ou des accélérations des évolutions allant dans cette direction) dans les centres du système mondial, que des remises en cause de son ordre à partir des révoltes de ses périphéries. Ce n'est donc pas un hasard si la Russie de 1917 constitue le « maillon faible » du système, ni que la révolution au nom du socialisme se déplace par la suite vers l'Est (la Chine entre autre), tandis que sont déçues les attentes d'un effondrement à l'Ouest, dans lequel Lénine plaçait ses espoirs. De ce fait, les sociétés révolutionnées en question sont confrontées à la tâche double et contradictoire à la fois de « rattraper » (ce qui implique le recours à des méthodes analogues à celles du capitalisme) et de « faire autre chose » (« construire le socialisme »). La combinaison de ces tâches a été ici ou là ce qu'elle a été ; elle aurait peut être pu être meilleure, au sens qu'elle aurait permis le renforcement progressif des

aspirations communistes au fur et à mesure des avancées du rattrapage. Toujours est-il que cette contradiction réelle est au cœur du façonnement des conditions objectives de l'évolution historique des sociétés post révolutionnaires.

Dans les périphéries du capitalisme mondialisé – par définition « la zone des tempêtes » dans le système impérialiste – une forme de la révolution demeurerait bien à l'ordre du jour. Mais son objectif demeurerait par nature ambigu et flou : libération nationale de l'impérialisme (et maintien de beaucoup, ou même de l'essentiel, des rapports sociaux propres à la modernité capitaliste), ou davantage ? Qu'il s'agisse des révolutions radicales de la Chine, du Viet Nam et de Cuba ou de celles qui ne le furent pas ailleurs en Asie, en Afrique et en Amérique latine, le défi demeurerait : « rattraper » et/ou « faire autre chose » ? Ce défi s'articulait à son tour à une autre tâche considérée également prioritaire : défendre l'Union soviétique encerclée. L'Union soviétique, plus tard la Chine, se sont trouvées confrontées à des stratégies d'isolement systématique déployées par le capitalisme dominant et les puissances occidentales.

On comprend alors que, la révolution dans l'immédiat n'étant pas à l'ordre du jour ailleurs, la priorité ait été généralement donnée à la sauvegarde des Etats post révolutionnaires. Les stratégies politiques mises en œuvre – dans l'Union soviétique de Lénine puis de Staline et de ses successeurs, dans la Chine maoïste puis post maoïste, celles déployées par les pouvoirs d'Etat nationaux populistes en Asie et en Afrique, celles proposées par les avant-gardes communistes (qu'elles se soient situées dans le sillon de Moscou, ou de Pékin, ou qu'elles aient été indépendantes) se sont toutes définies par rapport à la question centrale de la défense des Etats post révolutionnaires.

L'Union soviétique et la Chine ont à la fois connu les vicissitudes des grandes révolutions et été confrontées aux conséquences de l'expansion inégale du capitalisme mondial. L'une et l'autre ont progressivement sacrifié les objectifs communistes d'origine aux exigences immédiates du rattrapage économique. Ce glissement, abandonnant l'objectif de la propriété sociale par lequel se définit le communisme de Marx pour lui substituer la gestion étatique et s'accompagnant par le déclin de la démocratie populaire, étouffée par la dictature brutale (et parfois sanglante) du pouvoir post révolutionnaire, préparait l'accélération de l'évolution vers la restauration du capitalisme, commune aux deux expériences en dépit de la diversité de leurs cheminements. Dans les deux expériences la priorité a été donnée à la « défense de l'Etat post révolutionnaire » et les moyens internes déployés à cette fin ont été accompagnés de stratégies extérieures priorisant cette défense. Les partis communistes ont été alors invités à s'aligner sur ces choix non seulement dans leur direction stratégique générale mais même dans leurs ajustements tactiques au jour le jour. Cela ne pouvait produire rien d'autre qu'un affaiblissement rapide de la pensée critique des révolutionnaires dont le discours abstrait sur la « révolution » (toujours « imminente ») éloignait de l'analyse des contradictions réelles de la société, soutenu par le maintien des formes d'organisation quasi militaires contre vents et marées.

Les avant-gardes qui refusaient l'alignement, et parfois osaient regarder en face la réalité des sociétés post révolutionnaires, n'ont néanmoins pas renoncé à l'hypothèse léniniste d'origine (la « révolution imminente »), sans tenir compte que celle-ci était de plus en plus visiblement démentie dans les faits. Il en a été ainsi du trotskysme et des partis de la IVe Internationale. Il en a été ainsi d'un bon nombre d'organisations révolutionnaires activistes, inspirées parfois par le maoïsme, ou par le guevarrisme. Les exemples en sont nombreux, des Philippines à l'Inde (les naxalites), du monde arabe (avec les Nationalistes arabes et leurs émules au Yémen du Sud) à l'Amérique latine (Guevarrisme).

Les grands mouvements de libération nationale en Asie et en Afrique, entrés en conflit ouvert avec l'ordre impérialiste, se sont heurtés, comme ceux qui ont conduits des révolutions au nom du socialisme, aux exigences conflictuelles du « rattrapage » (la « construction nationale ») et de la transformation des rapports sociaux en faveur des classes populaires. Sur ce second plan les régimes « post révolutionnaires » (ou simplement post indépendance reconquise) ont certainement été moins radicaux que les pouvoirs communistes, raison pour laquelle je qualifie les régimes en question en Asie et en Afrique de « nationaux - populistes ». Ces régimes se sont d'ailleurs parfois inspirés des formes d'organisation (parti unique, dictature non démocratique du pouvoir, gestion étatique de l'économie) mises au point dans les expériences du « socialisme réellement existant ». Ils en ont généralement dilué l'efficacité par leurs options idéologiques floues et les compromis avec le passé qu'ils ont acceptés.

C'est dans ces conditions que les régimes en place comme les avant-gardes critiques (le communisme historique dans les pays en question) ont été invités à leur tour à soutenir l'Union soviétique (et plus rarement la Chine) et à bénéficier de son soutien. La constitution de ce front commun contre l'agression impérialiste des Etats-Unis et de leurs partenaires européens et japonais a certainement été bénéfique pour les peuples d'Asie et d'Afrique. Ce front anti-impérialiste ouvrait une marge d'autonomie à la fois pour les initiatives des classes dirigeantes des pays concernés et pour l'action de leurs classes populaires. La preuve en est fournie par ce qui est advenu par la suite, après l'effondrement soviétique.

Ce qui était par contre discutable c'était les conditions que l'Union soviétique a imposées aux forces politiques engagées aux côtés des classes populaires dans les pays alliés (et singulièrement aux partis communistes). On aurait pu imaginer que dans ce front anti-impérialiste ces partis conservent l'autonomie entière de leur mouvement, reconnaissant par là même la dualité conflictuelle des intérêts et des projets sociaux des partenaires associés dans le front. Car les classes dirigeantes poursuivaient dans ce cadre un projet de nature capitaliste en définitive, bien que « national », tandis que la satisfaction des intérêts des classes populaires exigeait de dépasser cette perspective dont l'histoire a d'ailleurs démontré les limites étroites. Tout au contraire les choix de l'Etat soviétique ont nourri les illusions que le projet capitaliste national portait en lui, affaiblissant par là même l'expression autonome des classes populaires. L'invention de la prétendue « voie non capitaliste » exprimait ce choix.

Sans doute à l'époque – celle de Bandung (1955-1975) – faire la distinction entre les intérêts des pouvoirs et ceux de leurs peuples était-il difficile. Ces pouvoirs étaient fraîchement issus d'immenses mouvements de libération qui avaient mis en déroute l'impérialisme dans ses formes anciennes (« coloniales » et « semi coloniales »), parfois de véritables révolutions associées à ces mouvements (Chine, Viet Nam, Cuba). Ils étaient encore « proches » de leurs peuples, et bénéficiaient d'une forte légitimité

### **La contribution du maoïsme**

Le marxisme de la II<sup>e</sup> Internationale, ouvriériste et eurocentriste, partageait avec l'idéologie dominante de l'époque une vision linéaire de l'histoire selon laquelle toutes les sociétés doivent passer d'abord par une étape de développement capitaliste (dont la colonisation – de ce fait « historiquement positive » - jetait les germes) avant de pouvoir aspirer au socialisme. L'idée que le « développement » des uns (les centres dominants) et le « sous développement » des autres (les périphéries dominées) étaient indissociables comme les deux faces d'une même pièce, produits immanents l'un et l'autre de l'expansion mondiale du capitalisme lui était parfaitement étrangère.

Dans un premier temps Lénine prend quelques distances avec la théorie dominante de la II<sup>ème</sup> Internationale, et conduit avec succès la révolution dans le « maillon faible » (la Russie), mais toujours avec la conviction que celle-ci sera suivie par une vague de révolutions socialistes en Europe. Espoir déçu ; Lénine amorce alors une vision qui donne plus d'importance à la transformation des rébellions de l'Orient en révolutions. Mais il appartenait au PCC et à Mao de systématiser cette perspective nouvelle.

La révolution russe avait été conduite par un Parti bien implanté dans la classe ouvrière et dans l'intelligentsia radicale. Son alliance avec la paysannerie (que le Parti Socialiste Révolutionnaire représentait), - en uniformes de soldats - s'est imposée naturellement. La réforme agraire radicale qui en a résulté donnait enfin satisfaction au vieux rêve des paysans russes : devenir propriétaires. Mais ce compromis historique portait en lui même les germes de ses limites : le « marché » devait produire par lui même, comme toujours, une différenciation grandissante au sein de la paysannerie (le phénomène bien connu de la « koulakisation »).

La révolution chinoise s'est déployée dès l'origine (ou du moins à partir des années 1930) sur d'autres bases garantissant une alliance solide avec la paysannerie pauvre et moyenne. Par ailleurs la dimension nationale – la guerre de résistance à l'agression japonaise – a également permis au front dirigé par les Communistes de recruter largement dans les classes bourgeoises déçues par les faiblesses et les trahisons du Kuo Min Tang. La révolution chinoise, de ce fait, a produit une situation nouvelle différente de celle de la Russie post révolutionnaire. La révolution paysanne radicale a supprimé l'idée même de propriété privée

du sol agraire, et lui a substitué la garantie pour tous les paysans d'un accès égal à celui-ci. Jusqu'à ce jour cet avantage décisif, qui n'est partagé par aucun autre pays en dehors du Vietnam, constitue l'obstacle majeur à une expansion dévastatrice du capitalisme agraire. Les débats en cours en Chine portent en grande partie sur cette question. J'y renvoie le lecteur (Cf. S. Amin, *Pour un Monde multipolaire*, chapitre Chine, Paris 2005 ; S. Amin, *Théorie et pratique du projet chinois de socialisme de marché, Alternatives Sud*, vol VIII, N° 1, 2001). Mais par ailleurs le ralliement de nombreux bourgeois nationalistes au Parti Communiste devait par la force des choses exercer une influence idéologique propice à soutenir les dérives de ceux que Mao a qualifié de partisans de la voie capitaliste (« capitalist-roaders »).

Le régime post révolutionnaire en Chine n'a pas seulement à son actif nombre de réalisations politiques, culturelles, matérielles et économiques plus qu'appréciables (l'industrialisation du pays, la radicalisation de sa culture politique moderne etc.). La Chine maoïste a résolu le « problème paysan » au cœur du drame du déclin de l'Empire du Milieu pendant deux siècles décisifs (1750-1950). Je renvoie ici à mon ouvrage *L'avenir du maoïsme* (1981 – page 57 ). De surcroît la Chine maoïste est parvenue à ces résultats en évitant les dérives les plus dramatiques de l'Union Soviétique : la collectivisation n'a pas été imposée par la violence meurtrière comme ce fut le cas avec le stalinisme, les oppositions au sein du Parti n'ont pas donné lieu à l'instauration de la terreur (Deng a été écarté, il est revenu...). L'objectif d'une égalité relative sans pareille, concernant tant la répartition des revenus entre les paysans et les ouvriers qu'au sein de ces classes et entre elles et les couches dirigeantes, a été poursuivi – avec des hauts et des bas bien sûr – avec ténacité et formalisé par des options de stratégie de développement qui font contraste avec celles de l'URSS (ces options ont été formulées dans les « dix grands rapports » au début des années 1960). Ce sont ces succès qui rendent compte des succès ultérieurs du développement de la Chine post maoïste à partir de 1980. Le contraste avec l'Inde qui, précisément, n'a pas fait de révolution, prend ici toute sa signification, non seulement pour rendre compte des parcours différents durant les décennies 1950 à 1980, mais encore de celles qui caractérisent des perspectives d'avenir probables (et/ou possibles) diverses. Ce sont ces succès qui expliquent que la Chine post maoïste, inscrivant désormais son développement dans la nouvelle mondialisation capitaliste (par « l'ouverture ») n'a pas subi de chocs destructeurs analogues à ceux qui ont suivi l'effondrement de l'URSS.

Les succès du maoïsme n'avaient pas pour autant réglé « définitivement » (de manière « irréversible ») la question de la perspective à plus long terme au bénéfice du socialisme. D'abord parce que la stratégie du développement des années 1950-1980 avait épuisé son potentiel et que, entre autre, une ouverture (fut-elle contrôlée) s'imposait (cf. *L'avenir du maoïsme*, pp 59-60 ), laquelle comportait, comme la suite l'a démontré, le risque de renforcer les tendances d'une évolution en direction du capitalisme. Mais encore parce que simultanément le système de la Chine maoïste combinait les tendances contradictoires au renforcement des options socialistes et à leur affaiblissement.

Mao, conscient de cette contradiction, a tenté de tordre le bâton en faveur du socialisme par le moyen d'une « Révolution Culturelle » (de 1966 à 1974). « Feu sur le quartier général » (le Comité Central du Parti), siège des aspirations bourgeoises de la classe politique aux postes de commande. Mao a cru que, pour mener à bien cette correction du cours, il pouvait s'appuyer sur la « jeunesse » (ce qui, entre autre, a largement inspiré le 1968 européen – voir le film de Godard « La Chinoise »). La suite des événements a montré l'erreur de ce jugement. La page de la Révolution Culturelle tournée, les partisans de la voie capitaliste se trouvaient encouragés à passer à l'offensive.

Le combat entre la voie socialiste, longue et difficile, et l'option capitaliste à pied d'œuvre, n'est certainement pas « définitivement dépassé ». Comme ailleurs dans le monde le conflit qui oppose la poursuite du déploiement capitaliste à la perspective socialiste constitue le vrai conflit de civilisation de notre époque. Mais dans ce combat le peuple chinois dispose de quelques atouts importants, qui sont l'héritage de la Révolution et du maoïsme. Ces atouts opèrent dans des domaines divers de la vie sociale ; ils se manifestent avec force entre autre par la défense par la paysannerie de la propriété d'Etat du sol agraire et la garantie de l'accès de tous à celui-ci. La maoïsme a contribué d'une manière décisive à prendre la mesure exacte des enjeux et du défi que représente l'expansion capitaliste/impérialiste mondialisée. Il nous a permis de placer au centre de l'analyse de ce défi le contraste centres/périphéries immanent à l'expansion du capitalisme « réellement existant », impérialiste et polarisant par nature, et d'en tirer toutes les leçons qu'il implique pour le combat socialiste, tant dans les centres dominants que dans les périphéries

dominées. Ces conclusions ont été résumées dans une belle formule « à la chinoise » : « les Etats veulent l'indépendance, les nations la libération, les peuples la révolution ». Les Etats –c'est à dire les classes dirigeantes (de tous les pays du monde, quand elles sont autre chose que des laquais, courroies de transmission de forces extérieures) – s'emploient à élargir l'espace de mouvement qui leur permet de manœuvrer dans le système mondial (capitaliste) et de s'élever de la position d'acteurs « passifs » (condamnés à subir l'ajustement unilatéral aux exigences de l'impérialisme dominant) à celui d'acteurs « actifs » (qui participent au façonnement de l'ordre mondial). Les Nations -c'est à dire les blocs historiques de classes potentiellement progressistes – veulent la libération, c'est à dire le «développement » et la « modernisation ». Les peuples – c'est à dire les classes populaires dominées et exploitées – aspirent au socialisme. La formule permet de comprendre le monde réel dans toute sa complexité et, partant, de formuler des stratégies d'action efficace. Elle se situe dans une perspective de longue – très longue – transition du capitalisme au socialisme mondial, et, par là même, rompt avec la conception de la « transition courte » de la IIIe Internationale.

### **Un bilan contrasté, une page tournée, nouvelle étape nouveaux défis pour les peuples du Sud**

L'assimilation par le discours dominant des régimes de l'Est et du Sud d'une part, des fascismes d'autre part, tous confondus dans les termes insipides de totalitarisme, ne permet pas de faire le bilan de ce qu'ils furent, encore moins de définir des stratégies nouvelles pour faire face au défi.

Un bilan certes contrasté. A son actif le fait que c'est bel et bien l'Armée Rouge qui a mis en déroute les Nazis. Que les effets destructeurs de la guerre froide, mise en oeuvre systématiquement par les Etats Unis, aient été neutralisés pendant une trentaine d'années par le soutien soviétique aux Non Alignés, contraignant l'impérialisme à lui s'ajuster à un monde polycentrique. A son actif également l'accès au sol garanti à tous les paysans par les révolutions de la Chine et du Vietnam. A son actif les immenses progrès des sociétés du Sud, leur amorce d'industrialisation (laquelle n'a pas été le produit « naturel » de l'expansion capitaliste, mais imposée par les victoires des peuples du Sud), le bond en avant en matière d'éducation et de santé (des progrès sans commune mesure avec les réalisations prétendues de la colonisation). Les limites et contradictions des systèmes en question ont été l'objet d'analyses et de critiques sévères (dont les miennes) sur lesquelles il n'est pas nécessaire de revenir ici. Ces limites ont leur part décisive dans les érosions et effondrements ultérieurs. Mais cela ne doit pas faire oublier l'hostilité permanente des puissances occidentales à leur égard.

La page est tournée. L'après guerre avait été marquée par la coexistence de trois systèmes de forte régulation du capital (le compromis social capital/travail à l'Ouest, le « socialisme » à l'Est, des projets nationaux populaires au Sud). L'offensive du capital à partir des années 80 est parvenue à démanteler ces avancées. Les sociaux démocrates, désormais ralliés au libéralisme, n'ont jamais compris que la défaite des « communistes » serait aussi la leur! Simultanément l'impérialisme renouvelait ses moyens de contrôle des périphéries par la mise en place de ce que j'ai appelé « les cinq nouveaux monopoles » de l'impérialisme collectif de la triade, sur lesquels je reviendrai. Mais ce système est loin d'avoir acquis la stabilité que le discours dominant lui attribue.

L'image du Sud est aujourd'hui fortement contrastée. Il y a les pays du soviétisme dont les régimes sont tombés à droite (ce qui n'était pas la seule possibilité). Il y a la Chine dont les choix, fortement contradictoires, n'excluent pas la possibilité de permettre de nouvelles avancées (cf S. Amin, *Pour un monde multipolaire*, chapitre Chine; également Lin Chun, *The transformation of chinese socialism*, 2005; Giovanni Arrighi, *Adam Smith in Beijing*, 2007). Il y a d'autres pays, qualifiés abusivement de pays « émergents » qui se nourrissent de l'illusion d'un développement possible dans la mondialisation en place. Il y a le « quart monde », souvent victime d'involutions tragiques para religieuses et para ethniques (cf S. Amin, *Modernité, religion, démocratie*, en cours). Sans doute, en dépit de ces contrastes, les uns et les autres donnent ils l'impression d'accepter le cadre de la mondialisation en question. Encouragés par cette conjoncture, à mon avis provisoire, les Etats Unis ont cru pouvoir prendre l'offensive et tenter d'imposer leur projet de « contrôle militaire de la planète » (cf S. Amin, *L'hégémonie des Etats Unis et l'effacement du projet européen*).

La réaction des peuples du Sud et du Nord à cette offensive des oligopoles de la nouvelle ploutocratie

financière de l'impérialisme collectif de la triade ne s'est pas fait attendre. Les mouvements de résistance se sont fait entendre dès les années 90 et se sont déployés sur tous les terrains des interventions de l'adversaire, qu'il s'agisse de la défense des droits sociaux et démocratiques ou de la résistance à l'invasion militaire. Ces mouvements ont également à leur actif d'avoir amorcé l'invention de formes nouvelles d'organisation et d'action considérablement plus démocratiques que ne le furent celles mises en oeuvre dans la phase précédente des luttes émancipatrices. L'émergence des Forums sociaux en est l'expression. J'ai défini le défi auquel ces mouvements sont désormais confrontés dans les termes suivants : passer de la résistance à l'offensive et à la construction de l'alternative positive par la « convergence dans la diversité » (cf S. Amin, *Les forums sociaux sont ils à la hauteur des défis?*).

Passer à l'offensive pour les pays du Sud c'est mettre en déroute les « cinq monopoles » qui constituent les moyens par lesquels l'impérialisme entend perpétuer sa domination.

La reproduction du pouvoir des oligopoles de la nouvelle ploutocratie financière passe par l'exercice de son contrôle des moyens financiers dont ils monopolisent la centralisation à la fois sur les plans internes (ce qui leur permet de prélever à leur profit une rente considérable) et international (nécessaire pour perpétuer la soumission des périphéries). C'est à mon avis à partir de cette seconde dimension que ce monopole sera remis en question (la faillite du FMI l'annonce déjà), même s'il n'est pas exclu que la revendication de restauration de la démocratie -fut elle bourgeoise- annihilée par le pouvoir ploutocratique en place, y contribue.

L'accès exclusif aux ressources naturelles de la planète, nécessaire pour permettre la reproduction du capitalisme dans ses centres, n'est pas viable. Le développement du Sud le remet en question. La thèse de la « décroissance » (cf Serge Latouche) est certainement fondée sur la constatation indiscutable qu'un usage rationnel de ces ressources, et j'ajouterai également réparti au bénéfice de tous les peuples, l'exige. Mais il me paraît évident que cette vision remet en question le capitalisme dans ce qu'il a de plus fondamental. C'est pourquoi l'amorce du changement est difficile à imaginer dans les pays du Nord, dont les sociétés sont les bénéficiaires du gaspillage qui caractérise leur « consommation ». Par contre les initiatives du Sud visant à reprendre le contrôle de leurs ressources pourront progressivement contraindre les pays du Nord à en accepter les exigences.

Le monopole des technologies et de l'information, que l'OMC tente d'imposer par les rentes de « propriété » qu'elle promeut, sera certainement mis en échec, ne serait ce que parce que les pays du Sud ont désormais la maîtrise de la production de beaucoup de ces technologies. Le Sud n'est plus dans la situation où il se trouvait encore à l'époque de Bandoung, démuné de moyens de développement autonome. Il peut désormais largement se passer du Nord et développer des formes de coopération multiples, commerciales et technologiques. L'amorce d'un Bandoung 2, à géométrie variable, est déjà en voie de constitution.

Enfin le monopole des armements de destruction massive, l'arme suprême par laquelle les Etats Unis entendent poursuivre leur domination, est déjà en voie d'être neutralisé par la mise en déroute des aventures militaires de Washington et de ses alliés sublaternes.

Mettre en déroute les nouveaux « avantages » de l'impérialisme c'est opter pour un développement autocentré, déconnecté du système mondial (encore une fois non au sens absurde d'autarcique, mais dans celui qui est le mien : soumission des relations extérieures avec le monde impérialiste à la priorité du développement interne et du progrès social). Cette exigence est incontournable. La déconnexion est également indissociable du caractère populaire du pouvoir (par opposition au pouvoir comprador), seul capable de la promouvoir. Elle l'est pour le présent comme elle l'était dans le passé (cf S. Amin, *Le paradigme du développement*). Certes la forme de cette déconnexion a évolué. Dans l'étape de Bandoung elle était synonyme d'industrialisation dans un cadre strictement national, même pour des pays de taille modeste. Aujourd'hui si elle peut rester « nationale » pour les pays continents, elle exige pour les autres des formes de coopération régionale intense, construisant des complémentarités entre les partenaires, désormais possibles. La formule n'est pas celle de « marchés communs », mais d'associations à la fois économiques « planifiées » (non au sens soviétique mais dans des formes qui associent la décision populaire aux politiques d'Etat) et politiques. L'Alba en constitue probablement un premier modèle.



Les politiques d'Etat de la Chine -en dépit de leurs limites et contradictions- et les avancées de l'Amérique latine amorcent ces exigences et possibilités nouvelles de sortie du Sud du système mondial impérialiste.

### 3. Le défi dans les centres impérialistes du système

Quelles sont les conditions permettant d'envisager que les pays du Nord s'écartent de la voie dans laquelle ils sont engagés depuis cinq siècles : celle de la guerre permanente contre les peuples du Sud et des guerres non moins permanentes entre eux pour le partage du butin ?

Ma thèse est que le système impérialiste est passé à un stade nouveau de son développement, caractérisé par la substitution d'un impérialisme collectif de la triade à la pluralité des impérialismes en conflit permanent dans l'histoire antérieure du capitalisme. Produite par la centralisation grandissante du capital, cette transformation place aux postes de commande une ploutocratie financière foncièrement anti démocratique (cf S. Amin, *Le capitalisme sénile*; S. Amin, *Pour un monde multipolaire*; également François Morin, *Le nouveau mur de l'argent*, 2005). Devenu sénile, le capitalisme doit être dépassé par l'invention du socialisme du XXI<sup>ème</sup> siècle. Mais le capitalisme ne mourra pas de sa belle mort; au contraire la ploutocratie en place n'a d'autre choix que celui de tenter de détruire le Sud, devenu capable de se développer par lui-même. Les peuples du Nord s'associeront-ils dans cette entreprise criminelle à leurs classes dirigeantes ? Mon analyse pour y répondre ne place pas l'accent, comme d'autres le font, sur les contradictions qui opposeraient les oligopoles des centres (en particulier les Etats-Unis et l'Europe) mais, comme on le verra dans ce qui suit, sur les singularités des cultures politiques des différents peuples concernés, qui permettent d'imaginer des ruptures du front des ploutocraties de la triade. Car à mon avis ces singularités expliquent autant les parcours du passé et les perspectives d'avenir que les conditions économiques et sociales générales. La pensée bourgeoise, dominée par l'économisme, l'ignore. Marx y portait une attention particulière. Mais pas le marxisme simplifié comme en témoignent les discours de nombreux segments de l'extrême gauche européenne qui se contentent de stigmatiser le "capital exploiteur" sans souci de développer des stratégies politiques de lutte, lesquelles impliquent nécessairement qu'on n'ignore rien du poids des cultures politiques concrètes des peuples concernés.

Le lecteur de ce qui suivra jugera peut être mes "jugements" un peu trop sévères. Ils le sont. Mes développements antérieurs concernant le Sud ne l'étaient pas moins. Au demeurant les cultures politiques ne sont pas des invariants trans historiques. Elles évoluent, parfois pour le pire, mais tout autant pour le meilleur. J'estime que la construction de la "convergence dans la diversité" dans la perspective socialiste l'exige.

#### Les Etats-Unis.

J'ai explicité les raisons pour lesquelles je ne vois pas comment le vent du changement pourrait trouver son lieu de départ dans la métropole "la plus avancée" du capitalisme (cf S. Amin, *Le virus libéral*; 2003). Précisément parce que cette "perfection" du modèle capitaliste signifie que le peuple dans son ensemble est ici profondément aliéné dans la culture politique du "marché roi" et l'illusion que l'"individu" est également roi. Dans l'idéologie des Lumières les valeurs de liberté et d'égalité sont associées comme si elles étaient naturellement convergentes, alors qu'elles sont contradictoires et que la construction de leur complémentarité éventuelle exige de penser un système social « au delà du capitalisme ». Aux Etats Unis plus qu'ailleurs la valeur « liberté » s'est imposée d'une manière unilatérale, légitimant l'inégalité. Que la liberté dans ces conditions soit dénuée de potentiel créatif, devenant soumission consensuelle manipulable, que « l'individu » sacralisé dans le discours ne soit plus en réalité qu'un pantin désossé incapable de participer à la construction de son avenir, ne sont pas l'objet de questionnement des victimes du système. Par ailleurs la politisation des luttes de classe a été ici handicapée par les communautarismes produits par la succession des vagues migratoires. J'ai proposé quelques développements sur ces questions relatives au façonnement historique de la culture politique singulière des Etats Unis. Toujours est-il que cet état des choses permet à la classe dominante des Etats Unis de gérer la société dans son intérêt exclusif, par des moyens redoutables associant cynisme dans les faits et hypocrisie extrême dans les discours. Comme Noam Chomsky je crois que les Etats Unis sont le véritable et principal « Etat-voyou » sur la scène du monde contemporain pour employer la terminologie de Clinton ; et je m'attends toujours au pire de sa part (y

compris le génocide de ses adversaires, comme l' a démontré le très courageux Daniel Ellsberg ). L'élection - douteuse - de G.W. Bush est un quasi coup d'état et les Etats Unis sont désormais gouvernés par une véritable junte de criminels de guerre qui, entre autre, a donné à sa police des pouvoirs semblables à ceux qu'on ne trouve que dans les Etats policiers de l'histoire moderne. A court terme rien n'indique que le peuple américain soit capable de prendre conscience de la tragédie que porte en lui le projet démesuré et criminel de cette junte (" le contrôle militaire de la planète "), lequel entraîne le monde dans la guerre permanente et annihile le sens de la démocratie, devenue dérisoire. Toutes ces tristes réalités ne sont rien d'autre à mon avis que les ravages d'un capitalisme qui est ici, hélas, plus « pur » qu'il ne l'est ailleurs. Néanmoins, et en dépit de ce handicap structurel historique sérieux, le peuple américain a été l'un des trois seuls (avec les Français et les Suédois) qui aient réagi par un glissement à gauche en réponse à la crise des années 1930.

Mon intuition est néanmoins que l'initiative du changement ne viendra pas de là bas, même s'il n'est pas impossible que le wagon américain vienne par la suite s'accrocher à d'autres qui amorceraient le mouvement. J'avais, comme d'autres, placé quelques espoirs dans les Noirs américains à l'époque héroïque des Blacks Panthers. J'ai dû constater que le mouvement des Noirs américains, pour légitime qu'il fût, n'était pas à la hauteur du défi. Aucune analyse. Des attitudes purement émotives intériorisant le racisme, accepté et retourné. J'ai toujours pensé que les ravages du colonialisme interne étaient sans commune mesure avec ceux du colonialisme externe. L'esclavage, pratiqué dans la société des Etats Unis, a donc produit des effets terribles en comparaison de ceux associés à l'esclavage pratiqué par les Européens dans de lointaines colonies.

## **le Japon**

Voilà un pays qui est placé dans une posture exactement inverse : économie capitaliste dominante et simultanément ascendance culturelle non européenne. Laquelle de ces deux dimensions l'emportera : la solidarité avec les partenaires de la « triade » (les Etats Unis et l'Europe) contre le reste du monde ou la volonté d'indépendance, soutenue par « l'asiatisme » ? Les réflexions – voire les élucubrations – sur ce thème constituent à elles seules une bibliothèque entière.

L'analyse non seulement économique mais également de la géopolitique du monde contemporain me conduit à conclure que le Japon restera dans le sillage de Washington. Comme l'Allemagne a accepté de l'être jusqu'à ce jour, pour des raisons en partie identiques. La globalisation à la mode est construite – comme on ne le dit presque jamais – sur une asymétrie entre les partenaires principaux de l'économie mondiale. Les Etats Unis enregistrent un déficit structurel croissant de leur balance extérieure, la Chine et les autres concurrents capitalistes majeurs (en particulier l'Allemagne et le Japon) disposent de surplus importants. Cette asymétrie fonde une solidarité des partenaires dans le malheur. Car sa disparition entraînerait tout le capitalisme dans un chaos indescriptible dont l'humanité ne pourrait sortir qu'en amorçant l'invention d'un autre système. Aussi cette solidarité paraît-elle être bien solide : non seulement les classes dirigeantes du Japon et de l'Allemagne en ont une conscience claire, mais encore leurs peuples semblent en accepter le prix. Pourquoi et jusqu'à quand ?

Une réponse trop facile invoque à ce propos les traditions autocratiques, l'esprit de soumission, l'acceptation du principe de l'inégalité etc. Ce sont là des réalités historiques, mais comme toutes celles-ci, n'ont pas de vocation à être éternelles. Une réponse un peu meilleure à mon avis donne plus d'importance aux options stratégiques de Washington au lendemain de la seconde guerre mondiale. Les Etats Unis avaient alors choisi non pas de « détruire » ces deux adversaires – les seuls à avoir menacé l'inexorable essor du candidat à l'hégémonie mondiale que les Etats Unis représentaient – mais au contraire de les aider à se reconstruire et devenir deux alliés fidèles. La raison évidente est qu'il y avait à l'époque une menace « communiste » réelle, que représentaient l'URSS et la Chine. Ce que, soit dit en passant, les dirigeants de la nouvelle Russie n'ont pas compris. J'ai entendu dire par quelques uns de ceux là que, ayant opté pour le capitalisme, la Russie se trouvait désormais dans une situation analogue à celle du Japon et de l'Allemagne : elle a perdu la guerre mais peut gagner la paix et la bataille économique. C'était oublier que n'ayant plus de concurrents dangereux, l'establishment américain a opté ici pour la destruction totale de son adversaire battu. Avec d'autant plus de cynisme que l'Europe lui emboîte le pas, sans vouloir

comprendre qu'elle contribue ainsi à rendre beaucoup plus difficile la remise en cause de l'hégémonisme américain. Certes on ne peut pas ne pas observer chez les Japonais « un certain complexe d'infériorité » envers la Chine : nous avons raté notre modernisation, ayant singé les Occidentaux, les Chinois feront mieux (la seconde partie est peut être discutable, mais c'est là une autre question). Néanmoins le rapprochement avec la Chine que cette ligne de pensée pourrait inspirer reste fort difficile. D'abord parce que le capital qui domine le Japon reste ce qu'il est ; comme tout capital dominant impérialiste. Ensuite parce que les Chinois et les Coréens le savent, au delà même de leur méfiance – justifiée – à l'égard de la puissance ennemie d'hier.

## **I' Europe**

L'amorce d'un changement aurait-elle plus de chances en Europe qu'aux Etats Unis ou au Japon ? Je le pense – intuitivement – sans sous estimer néanmoins les difficultés tenant à la diversité « des Européens ».

La première raison de cet optimisme relatif tient au fait que les nations de l'Europe ont une histoire riche et variée, dont témoigne l'incroyable accumulation de ses vestiges médiévaux imposants. Mon interprétation de cette histoire n'est certainement pas celle de l'eurocentrisme dominant, dont j'ai rejeté (et je pense réfuté) les mythes, développant en contrepoint la thèse que les mêmes contradictions propres à la société médiévale qui ont été dépassées par l'invention de la modernité opéraient ailleurs. Néanmoins je rejette avec autant de détermination les élucubrations « anti européennes » de certains intellectuels du tiers monde qui veulent se convaincre sans doute que leurs sociétés étaient plus riches, plus avancées, et même meilleures que celles de l'Europe médiévale « arriérée ». C'est oublier que le mythe du Moyen Age arriéré est lui même le produit du regard ultérieur de la modernité européenne. En fait si l'histoire prémoderne de l'Europe n'est pas meilleure que celle d'autres régions du monde – les parcours historiques sont même plus semblables que beaucoup le pensent, à mon avis – elle n'est certainement pas davantage « pire » ou « inférieure ». Et en tout état de cause ayant franchi la première le seuil de la modernité l'Europe a acquis depuis des avantages qu'il me paraît absurde de nier.

L'Europe est bien entendu diverse, en dépit d'une certaine homogénéisation en cours et du discours "européen". Dans cette Europe diverse quels sont les éléments positifs et négatifs du point de vue du potentiel de changement ?

L'Angleterre et la France sont les initiateurs de la modernité, les deux sociétés qui l'ont construite systématiquement. Cette affirmation un peu brutale ne signifie pas que cette modernité n'aient pas eu des racines antérieures, en particulier dans les villes italiennes puis aux Pays Bas. Les contributions de l'Angleterre et de la France dans la construction de la forme définitive de la modernité capitaliste loin d'être similaires se sont déployées selon des axes différents même si on peut les lire comme ayant été peut être finalement complémentaires.

L'Angleterre a traversé une période fort tumultueuse de son histoire à l'époque de la naissance des rapports capitalistes (mercantilistes) nouveaux ; elle s'est transformée de la « *Merry England* » médiévale dans la triste Angleterre puritaine, a exécuté son Roi et proclamé la République au XVIIe siècle. Puis tout s'est calmé ; elle a franchi l'étape de l'invention de la démocratie moderne, bien que censitaire, au XVIIIe, siècle puis au XIXe siècle celle de l'accumulation ouverte par la révolution industrielle sans conflits majeurs. Non sans luttes de classes certes, qui culminent avec le chartisme au milieu du siècle dernier, mais sans que ces luttes ne se politisent au point de remettre en cause le système dans son ensemble. Et ce caractère paraît bien se prolonger jusqu'à nos jours. La France par contre franchit les mêmes étapes à travers une série ininterrompue de conflits politiques violents. C'est la révolution française qui invente les dimensions politiques et culturelles de la modernité contradictoire du capitalisme, c'est en France que des luttes des classes populaires, pourtant beaucoup moins clairement cristallisées que dans l'Angleterre des seuls véritables prolétaires de l'époque, se politisent dès 1793, puis 1848, en 1871, et encore plus tard en 1936 autour d'objectifs socialistes au sens fort du terme. Il n'y a pas eu de 1968 en Angleterre. Il y a certes beaucoup d'explications qui ont été données à ces parcours différents. Marx y fut très sensible et ce n'est pas un hasard s'il a porté l'essentiel de son attention à l'analyse de ces deux sociétés, pour proposer une critique de l'économie capitaliste à partir de l'expérience de l'Angleterre et une critique de la politique

moderne à partir de celle de la France. Cecil Rhodes avait résumé mieux que quiconque la nature du défi : seule l'option impérialiste pouvait sauver l'Angleterre de la révolution socialiste. Un choix tout autant valable pour la France, et même pour l'Europe dans son ensemble. La seconde internationale a rapidement dérivé vers le social colonialisme. Elle est aujourd'hui encore social atlantiste, social impérialiste.

Le passé britannique explique peut être le présent : la patience avec laquelle le peuple britannique supporte la dégradation de sa société. Peut être cette passivité s'explique-t-elle par le report sur les Etats Unis de la fierté nationale britannique. Les Etats Unis ne sont pas pour les Britanniques un pays étranger comme les autres ; ils restent leur enfant prodigue et quelque peu monstrueux ; et on sait que depuis 1945 l'Angleterre a fait l'option de se situer inconditionnellement dans le sillage de Washington. L'extraordinaire domination mondiale de l'anglais aide à vivre ce déclin sans peut être même en ressentir l'ampleur. Les Anglais revivent leur gloire passée par procuration à travers les Etats Unis.

Ni l'Allemagne, ni l'Italie, ni la Russie ne seraient parvenus à la modernité capitaliste sans les brèches ouvertes par l'Angleterre et la France. Je ne veux pas dire par là que les peuples de ces pays auraient été pour quelque raison mystérieuse incapables de cette invention, réservée au seul génie anglo-français. Je veux dire que les potentialités d'une invention analogue n'étaient ici qu'analogues à celles disons des autres régions du monde – Chine, Inde ou Japon par exemple. Mais une fois entré dans la modernité capitaliste chaque peuple en façonne les modalités à sa manière, que sa position dans celle-ci soit celle d'un centre nouveau (cas des pays européens mentionnés et du Japon) ou celle d'une périphérie dominée.

L'Allemagne pourrait-elle sortir de l'ornière atlantiste? Le parallèle que j'ai fait plus haut entre ce pays et le Japon, tous deux brillants seconds des Etats Unis et constitutifs de la véritable triade – le G3 – (Etats Unis, Allemagne, Japon plutôt que Amérique du nord, Europe, Japon) ne le suggérerait pas.

Je lis l'histoire de l'Allemagne – et des autres – à la lumière de mon option de méthode fondamentale. Je m'explique de cette manière que le nationalisme allemand, mis en œuvre par les ambitions prussiennes, ait compensé la médiocrité de la bourgeoisie, que Marx déplorait. Le résultat n'a pas été seulement une forme autocratique de gestion de ce nouveau capitalisme, qui au demeurant et en dépit de la tonalité ethniciste sur laquelle il fondait son recours au nationalisme (faisant contraste avec les idéologies universalistes anglaise et surtout française puis russe) n'est pas parvenu à rassembler tous les Allemands (d'où l'éternel problème de l'Anschluss autrichien non résolu jusqu'ici). Il a été aussi un facteur favorable à la dérive criminelle et démentielle du nazisme. Mais il a été également, après le désastre, un motif puissant de la construction de ce que certains ont qualifié de « capitalisme rhénan », soutenu par les Etats Unis pour les raisons que j'ai évoquées plus haut. Une forme capitaliste qui a délibérément opté pour une démocratisation copiée du modèle anglo-franco-américain. Mais qui reste sinon superficielle, du moins sans racines historiques locales profondes, compte tenu de la vie brève de la République de Weimar (le moment le plus démocratique de l'histoire allemande) et des ambiguïtés pour le moins qu'on puisse dire du socialisme de la RDA. Mon explication est historique, elle n'est pas « atavique » et l'histoire ne connaît pas de fin. Or l'Allemagne est aujourd'hui confrontée à des problèmes graves. Car le « capitalisme rhénan » n'est pas le « bon capitalisme » par contraste avec le modèle libéral extrémiste anglo-saxon ou l'étatisme de la France « jacobine ». Chacun est différent, mais tous sont malades de la même maladie, celle du capitalisme parvenu à un stade tardif caractérisé par la prédominance de ses aspects destructifs. Face à ce défi que peut-on imaginer des réactions allemandes possibles ?

A court terme la position de l'Allemagne – dans la mondialisation sous hégémonie américaine, comme celle du Japon – paraît confortable. Et la reprise d'une expansion vers l'Est, par une sorte de latino américanisation de la Tchéquie, de la Pologne, de la Hongrie, des pays baltes, de la Slovénie, de la Croatie – l'os et la viande jetés à l'Allemagne par les Etats Unis, peut nourrir l'illusion que le choix de Berlin est durable. Cette option se satisfait sans problème d'une démocratie de basse intensité et de médiocrité économique et sociale, confortés par les choix du système européen de Maastricht et de l'euro. Mais il ne faut pas exclure, dans le cas d'un entêtement des classes politiques de la droite classique chrétienne et libérale et de la gauche social démocrate à poursuivre dans cette voie sans issue, l'émergence de populismes de droite, fascisants sans être pour autant des remake du nazisme de l'entre deux guerres, dont Haider en Autriche n'est hélas que le prototype. Le trio Berlusconi-Fini-Bossi en Italie ne vaut pas mieux.

Les succès électoraux du Front national en France témoignent de la réalité du danger général en Europe. En France la tradition bonapartiste triomphe à nouveau avec Sarkozy qui interprète dans ce sens la très réactionnaire constitution de la cinquième république (cf S. Amin, *Le virus libéral*, 2003). A plus long terme, dans cette perspective, les difficultés de l'Allemagne devraient s'aggraver et non s'atténuer. La fragilité allemande se résume en deux mots : une démographie déclinante (dans un quart de siècle l'Allemagne ne pèsera pas plus que la France et la Grande Bretagne), une capacité inventive fort limitée. Néanmoins les générations passent et le passé négatif peut s'estomper. Rien n'interdit de penser une réaction positive du peuple allemand prenant conscience qu'il lui faut amorcer un changement hors des sentiers battus. Je crois que si la France et la Russie reprennent plus d'initiative un autre avenir pour l'Europe devient possible. Ce choix pourrait tout autant entraîner une reprise de mouvements positifs amorcés dans les Europe méditerranéenne et nordique, mais vite avortés.

L'Europe du Sud, et particulièrement l'Italie, s'étaient un moment propulsées au centre de la réflexion (et de l'action) critique, à partir du « long 1968 » des années 1970 dont le *Manifesto* à partir de 1970-1972 a donné les analyses les plus sérieuses. La puissance du mouvement était suffisante pour influencer d'une certaine manière l'Etat de « centre gauche » de l'époque, en dépit du renfermement du PCI sur lui même qui ne promettait rien de bon. Cette belle page de l'histoire de l'Italie est sans doute tournée. On ne peut alors que se poser les questions relatives aux faiblesses de la société qui l'ont permis. Un sens civique national peu développé pour le moins qu'on puisse dire qui s'explique par le fait que les maîtres des Etats italiens ayant été le plus souvent des étrangers les peuples concernés ne voyaient en eux que des adversaires à tromper autant que possible. La nation italienne – qui existe – n'a pas encore suffisamment surmonté ce handicap et, peut être que, fragilisée de ce fait, elle a laissé encore la porte ouverte à cette incroyable involution que représente la « Ligue Lombarde ». Cette catastrophe s'articule sur l'émergence d'un populisme qui se nourrit de la remontée à la surface du fond fasciste. En Italie comme en France la libération aux temps de la seconde guerre avait été également une guerre civile. De ce fait les fascistes furent contraints de se cacher dans les décennies qui ont suivi 1945 mais ils n'avaient jamais véritablement disparu. Néanmoins une telle involution est difficilement imaginable sans faire appel aux deux raisons suivantes. D'abord l'évolution de l'économie du pays qui, en dépit de son « miracle » assurant désormais aux Italiens un niveau de vie meilleur que celui des Britanniques, demeure fragile. Une fragilité sur laquelle les discours parfois dithyrambiques sur la « troisième Italie » et son « capital social » exceptionnel restent trop silencieux. Mais ensuite par ce que l'intégration européenne telle que conçue (depuis Maastricht surtout) a flatté la dérive et ses illusions. L'option européenne sans réserves qui a conquis tout l'espace politique italien est à mon avis le responsable principal de la voie sans issue dans laquelle le pays s'est engagé.

Le même ralliement frénétique et sans réflexion au projet européen tel qu'il est a fortement contribué à faire avorter le potentiel de radicalité éventuelle des mouvements populaires qui ont mis un terme aux fascismes en Espagne, au Portugal et en Grèce.

Ce potentiel était, il est vrai, limité en Espagne où le franquisme est simplement mort de la belle mort de son chef tandis que la transition avait été bien préparée par cette même bourgeoisie qui avait constitué l'épine dorsale du fascisme espagnol. Les trois composantes socialiste, communiste et anarchiste du mouvement ouvrier et populaire avaient été déracinées par une dictature demeurée sanglante jusque tard dans les années 1970 (on fusillait encore à cette époque), une dictature soutenue par les Etats Unis en échange de son anti communisme et de la concession de bases aux forces américaines. En 1980 l'Europe posait comme condition à l'adhésion de l'Espagne à l'Europe de la Communauté son entrée dans l'OTAN, c'est à dire la formalisation définitive de sa soumission à l'hégémonisme de Washington ! Le mouvement ouvrier n'en a pas moins tenté de jouer un rôle dans la transition, par le canal de ses « commissions ouvrières » constituées dans la clandestinité au cours des années 1970. Il était malheureusement évident que faute d'avoir pu rallier le soutien des autres segments des classes populaires et intellectuelles cette aile radicale du mouvement ne pouvait pas arracher à la bourgeoisie réactionnaire la maîtrise de la transition.

Par contre, le potentiel radical des forces qui ont véritablement abattu le fascisme au Portugal et en Grèce n'était en aucune manière négligeable.

La révolte des forces armées qui a mis un terme au salazarisme en avril 1974 a été suivie d'une gigantesque explosion populaire dont l'épine dorsale était constituée par les communistes tant du PC officiel que du maoïsme. Otelo Carvalho animait la tendance mondialiste-internationaliste du groupe dirigeant portugais et se méfiait – à juste titre – de « l'Europe » telle qu'elle est. La défaite de cette tendance au sein même du groupe dirigeant et l'arrestation de Carvalho ont amorcé le retournement ultérieur. Ce retournement faisait le jeu de la droite et allait substituer à la dominance de Lisbonne et du Sud où la gauche est plus forte celle des paysans catholiques traditionnels du nord qui fournissent l'essentiel des émigrants portugais en Europe. Le leadership de la gauche passait de ce fait à des socialistes fort peu téméraires pour le moins qu'on puisse dire. Depuis, le pays politique s'est endormi à nouveau d'un sommeil profond et ce qui reste des mouvements révolutionnaires vit dans la nostalgie des années 1974-1975.

En Grèce également le choix en faveur de l'Europe telle qu'elle est ne s'imposait pas d'évidence au lendemain de la chute des colonels. Le peuple grec n'avait pas oublié que ce régime fasciste avait précisément été soutenu par les Etats Unis et l'Europe. Andreas Papandréou, fondateur du Pasok qui allait gagner les élections de 1980 avait longtemps réfléchi à une alternative internationaliste novatrice. Et même si les communistes des deux partis (de l'intérieur et de l'extérieur) exprimaient des réserves à l'égard de la personne de Papandréou – dirigeant de style « patriarcal » - et de l'hétéroclisme du Pasok, ils partageaient tous ensemble l'héritage de l'EAM. Pendant la seconde guerre mondiale le PC était parvenu ici, comme en Yougoslavie, à constituer autour de lui le front unique antifasciste. De ce fait la Grèce et la Yougoslavie sont les deux seuls pays qui n'ont pas seulement « résisté » comme d'autres aux envahisseurs allemands, mais n'ont jamais cessé de conduire une véritable guerre qui a joué un rôle décisif dans l'effondrement instantané des armées italiennes en 1943 et fixé sur leurs territoires d'importantes armées allemandes. Or la résistance grecque, devenue révolution en 1945, a été battue par l'intervention des Etats Unis et de la Grande Bretagne. La droite grecque mise en place par ce moyen, avec l'approbation de l'Europe occidentale, non seulement n'avait aucun titre de résistance à exhiber, mais est de surcroît responsable de l'intégration de leur pays dans l'OTAN (aux côtés de la Turquie !) dans le cadre duquel s'inscrit le projet européen tel qu'il est. Que les classes populaires grecques et leurs leaderships politiques aient été méfiants à l'égard des avances faites par la CEE à partir de 1980 n'est donc ni difficile à comprendre, ni sans fondement.

Les difficultés économiques éprouvées par la Grèce du Pasok – passablement isolée – combinées aux pressions européennes ont fini par éroder les espoirs placés dans l'option internationaliste, « neutraliste », à tonalités « tiers mondistes ». Peu à peu donc la Grèce évoluait en direction de son intégration dans la nouvelle Europe, une intégration qui à son tour a renforcé la bourgeoisie de ce pays, de type comprador « cosmopolitique » (au sens négatif du terme) dont les armateurs (parfois véreux) sont les modèles types, et face à laquelle le Pasok est devenu un parti socialiste impuissant, comme ailleurs en Europe. Il reste néanmoins quelques arrêtes dans la gorge du peuple grec : la position dominante de la Turquie dans le système régional de l'OTAN (qui lui a pardonné sans grand émoi son agression contre Chypre), l'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie. Les médias dominants présentent les protestations du peuple que comme le produit d'une « solidarité orthodoxe ». Cela les dispense d'analyser la réalité, c'est à dire la contradiction ressentie par ce peuple grec entre le discours démocratique de l'Europe et son alignement américain archi réactionnaire.

Pour des raisons sans doute différentes les pays nordiques ont maintenu jusqu'à tardivement des attitudes de méfiance à l'égard du projet européen tel qu'il est. La Suède était hors OTAN, par son choix propre, la Finlande par obligation, tandis que la Norvège et le Danemark optaient pour l'OTAN.

C'est la Suède qui, sous la conduite d'Olof Palme, tentait de faire avancer le plus loin possible une option mondialiste – internationaliste – neutraliste.. La Suède présentait alors une figure très particulière en Europe que je résumais dans une phrase brève : « Une Union soviétique civilisée ». Je voulais dire par là que son option « étatiste-socialiste » comme son sens de l'internationalisme tranchaient sur les tendances dominantes ailleurs dans les forces social-démocrates d'Europe. Le retournement a donc été brutal à partir de l'option européenne du pays et le glissement à droite de sa social démocratie, non moins rapide. Le discours à la mode est connu : le temps du *Welfare State* est passé, il nous faut être comme les autres Européens etc. Rien d'original dans toutes ces billevesées. Ce retournement oblige néanmoins à réfléchir

sur les points faibles de l'expérience exceptionnelle de la Suède : le rôle peut être trop personnel de Palme, les illusions de la jeunesse qui, longtemps enfermée dans ce pays relativement très isolé, découvrait tardivement le monde avec une bonne dose de naïveté après 1968, mais aussi le passé terne pendant la seconde guerre mondiale, longtemps caché.

La Norvège, la Finlande, les Pays Bas, ont mieux résisté semble-t-il, pour des raisons diverses.

La société norvégienne constituée de petits paysans et pêcheurs, sans la présence d'une classe aristocratique analogue à celle de la Suède et du Danemark, est particulièrement sensible, de ce fait, au thème de l'égalité. Ce qui explique sans doute la puissance relative de son parti de gauche (communiste) AKP et l'option radicale de sa social démocratie qui jusqu'à ce jour résiste à sa manière aux syrènes européennes et néo libérales. En contrepoint l'appartenance du pays à l'OTAN et l'aisance financière que lui procure le pétrole de la Mer du Nord (une aisance toujours un peu corruptive à la longue) freinent certainement ces tendances positives.

L'indépendance que la Finlande a obtenu sans combat pendant la révolution russe (Lénine l'avait acceptée sans la moindre réticence) était moins le produit d'une volonté unanime qu'on ne le dit souvent. Le grand duché bénéficiait déjà dans l'Empire russe d'une très large autonomie jugée satisfaisante par l'opinion d'alors ; et ses classes dirigeantes servaient le Tsar avec autant de sincérité que celles des pays baltes (la statue du Tsar à Helsinki n'a jamais été déboulonnée). Les classes populaires elles, n'ont pas été insensibles au programme de la révolution russe.. C'est pourquoi l'indépendance ne réglait pas les problèmes du pays, qui ne le furent qu'au terme d'une guerre civile interne, finalement gagnée de justesse par la réaction (avec l'appui de l'Allemagne impériale puis des Alliés), qui devait plus tard glisser vers le fascisme dont elle fut l'alliée pendant la seconde guerre mondiale. Cependant, compte tenu de ce qu'allait devenir l'Union Soviétique, l'indépendance de la Finlande a certainement été finalement positive. Ce qu'on appelle la « finlandisation » que la propagande de l'OTAN présentait comme un statut inacceptable n'était en fait qu'un neutralisme (certes imposé à l'origine par le traité de paix) qui aurait pu constituer l'une des bases d'une reconstruction européenne meilleure que celle du projet atlantiste. La présence jusqu'aujourd'hui d'une gauche finnoise regroupée sous la bannière d'une « alliance de gauche » (*Left Wing Alliance*) est, à mon avis, l'expression de ce potentiel qui n'a pas disparu. Les pressions européennes, qui l'ont emporté sur le terrain monétaire (par la participation de la Finlande à l'euro), parviendront-elles à ronger cet héritage historique intéressant ?

On ne peut ignorer que les Pays Bas ont été à l'origine de la révolution bourgeoise au XVII<sup>e</sup> siècle, avant l'Angleterre et la France. Mais la taille modeste des Provinces Unies devait empêcher ce pays de réaliser ce que ses élèves concurrents allaient faire. Néanmoins l'héritage de cette histoire n'est pas perdu. Les Pays Bas ne sont pas seulement une démocratie qui, bien que bourgeoise, se situe à l'avant garde de la tolérance et de la liberté. Ils sont aussi un pays cosmopolite (au sens positif du terme). Néanmoins au plan de son système économique, financier et monétaire, les Pays Bas évoluent désormais dans le giron du mark/euro.

### **Déconstruire le projet européen**

A un moment, durant les décennies 1970-1980, j'avais pensé que la constitution en Europe d'un axe nord-sud « neutraliste » Suède-Finlande-Autriche-Yougoslavie-Grèce était pensable et aurait pu avoir des effets positifs tant sur les pays du noyau européen occidental que sur ceux de l'Est. Il aurait contribué à faire réfléchir les premiers sur leur alignement atlantiste et peut être aurait trouvé un écho favorable en France. Hélas de Gaulle n'était plus là et les gaullistes avaient bel et bien oublié les réserves du général à l'encontre de l'OTAN. Un tel axe aurait aussi peut être contribué à donner plus de chances à un glissement des pays de l'Est européen vers des positions de centre gauche, évitant leur chute à droite ultérieure. Ce projet aurait amorcé la construction d'une authentique "autre Europe", véritablement sociale et donc ouverte sur l'invention d'un socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle, respectueuse des nations qui la composent, indépendante des Etats Unis, facilitant une réforme digne de ce nom dans les pays soviétisés. Cette construction était possible, en parallèle avec l'Europe de Bruxelles, alors réduite à une Communauté économique d'une portée encore limitée.

Les gauches européennes n'ont pas pris la mesure de l'enjeu et ont soutenu le déploiement du projet de Bruxelles. Un projet réactionnaire dès le départ, conçu par Monnet (dont les opinions farouchement anti démocratiques sont connues comme on peut le lire dans le livre de JP Chevènement, *La faute de M. Monnet*, 2006). Un projet fabriqué avec le Plan Marshall par Washington pour réhabiliter les droites ( sous le couvert de la "démocratie chrétienne", voire fascistes) que la seconde guerre mondiale avait condamné au silence, pour annihiler toute portée à la pratique de la politique démocratique. Les partis communistes l'avaient compris. Mais à l'époque l'alternative d'une Europe "soviétique" n'était déjà plus crédible. Leur ralliement inconditionnel ultérieur ne valait pas mieux, quand bien même ait il été déguisé en "euro communisme".

Aujourd'hui non seulement l'Union européenne a enfermé les peuples du continent dans l'impasse, bétonnée par le double choix "libéral" et atlantiste ( l' Otan), mais encore est devenue l'instrument de "l'américanisation" de l'Europe, substituant la culture du "consensus" des Etats Unis à la culture politique du conflit de la tradition européenne. Le ralliement « définitif » (pour autant que cette qualification ait un sens) de l'Europe à l'atlantisme n'est pas impensable. La conscience des avantages que procure l'exploitation de la planète au bénéfice de l'impérialisme collectif de la triade hante bien des esprits. Pour ceux là le « conflit » avec les Etats Unis tourne autour du partage du butin, guère plus. Ce que j'appelle « l'altermondialisme des bobos » (pour utiliser un terme du jargon parisien qui désigne bien les segments des classes moyennes des pays opulents en question) exprime, avec ou sans lucidité, cette tendance. Et si jamais le projet devait être poursuivi envers et contre tout, alors les instances de l'Europe seraient devenues l'obstacle principal au progrès de ses peuples. Car, et c'est ma thèse depuis longtemps, plus la société est imprégnée des "valeurs" du capitalisme (le marché roi, l'individu façonné par celui ci se pensant également roi), plus difficile est leur dépassement.

La reconstruction européenne passe donc par la déconstruction du projet en place. Cette remise en cause du projet européen-atlantique tel qu'il est et la cristallisation d'une alternative de construction d'une Europe à la fois sociale et non impérialiste à l'égard du reste du monde sont-ils encore aujourd'hui pensables ? Je le crois, et crois même que leur amorce à partir d'un pôle quelconque ne tarderait pas à trouver des échos favorables dans toute l'Europe. Une gauche authentique en tout cas ne devrait pas pouvoir penser autrement. Si elle ose le faire je suis de ceux qui pensent que les peuples européens démontreraient alors qu'ils peuvent encore jouer un rôle important dans le façonnement du monde de demain. A défaut la probabilité la plus forte est l'effondrement du projet européen dans le chaos. Ce qui ne déplairait pas non plus à Washington. Dans tous les cas, avec sa « constitution » ou dans le chaos, l'Europe s'emploie à annihiler sa place dans le monde. L'Europe sera socialiste, si ses gauches osent le vouloir, ou ne sera pas.

#### **4. Ouvrir le débat sur la longue transition au socialisme mondial**

L'erreur de Lénine dans son appréciation des défis réels et de la maturité des conditions révolutionnaires reconnue, il nous faut aller au-delà de la critique et de l'autocritique de l'histoire du communisme au XXe siècle, pour ouvrir de manière ouverte et inventive le débat sur des stratégies alternatives positives pour le XXIe siècle.

Je ne reviendrai pas ici sur ce que j'ai proposé ailleurs, dont je résumerai l'essentiel dans les points suivants :

- i) Il nous faut envisager des stratégies répondant au défi d'une perspective de « longue transition » du capitalisme mondial au socialisme mondial.
- ii) Au cours de cette longue transition se combineront dans la réalité des systèmes sociaux, économiques et politiques produits par les luttes sociales des éléments de reproduction de la société capitaliste et, contradictoirement, des éléments amorçant et développant des rapports sociaux socialistes. Deux logiques conflictuelles en combinaison et contradiction permanentes.
- iii) Les progrès dans cette direction sont nécessaires et possibles dans toutes les régions du système capitaliste mondial, tant dans ses centres impérialistes que dans ses périphéries compradorisées. Bien entendu les stratégies d'étapes de ces développements doivent être par la force des choses concrètes et spécifiques, notamment pour ce qui concerne les contrastes



centres/périphéries.

- iv) Des forces sociales, idéologiques et politiques à travers lesquelles s'expriment, fût-ce dans la confusion, les intérêts populaires, oeuvrent déjà dans ces directions. Les mouvements dits « altermondialistes » en constituent la preuve matérielle. Il reste que ces mouvements véhiculent des alternatives différentes, les unes progressistes (allant dans le sens indiqué ci-dessus), les autres illusoires ou même franchement réactionnaires (des réponses para fascistes aux défis). Politiser le débat au bon et vrai sens du terme, constitue la condition de la construction de ce que j'ai appelé la « convergence dans la diversité » des forces progressistes.
- v) Les victimes du déploiement du capitalisme libéral rassemblent les majorités dans toutes les régions du monde. Le socialisme doit être capable de mobiliser cette chance historique nouvelle. Mais il ne pourra le faire que s'il sait tenir compte des transformations, produites par les révolutions technologiques, qui ont modifié de fond et comble et durablement l'architecture des structures sociales. Le communisme ne doit plus être le drapeau de la seule « classe ouvrière industrielle » au sens ancien du terme. Il peut devenir celui de l'avenir des larges majorités de travailleurs, en dépit de la diversité de leurs statuts. Reconstruire l'unité des travailleurs, de ceux qui bénéficient d'une certaine stabilisation dans le système et de ceux qui en sont exclus, constitue aujourd'hui un défi majeur pour la pensée inventive d'un renouveau communiste. Dans les périphéries cette reconstruction implique également l'organisation de vastes mouvements capables d'imposer le droit d'accès égal à la terre pour tous les paysans. Ce renouveau s'impose d'autant qu'on a souvent fini par oublier que la paysannerie rassemblait encore la moitié de l'humanité et que le capitalisme dans toutes ses formes est incapable de résoudre ce problème majeur.
- vi) Une stratégie d'action efficace s'inscrivant dans la perspective souhaitée doit être capable de produire des avancées dans trois directions simultanées : le progrès social, la démocratisation et la construction d'un système mondial pluricentrique. La démocratie politique proposée pour accompagner l'option économique du capitalisme libéral est appelée à faire perdre dramatiquement toute crédibilité à la démocratie. En sens inverse le progrès social apporté d'en haut se substituant à l'invention de ses formules par le déploiement du pouvoir démocratique des classes populaires n'est plus acceptable. Il n'y aura pas de socialisme sans démocratie, mais également pas d'avancées démocratiques sans progrès social. Enfin, compte tenu de la réalité des diversités nationales (et singulièrement des cultures politiques qui les façonnent) et de l'inégalité produite par l'histoire du déploiement du capitalisme mondial l'ouverture de marges rendant possibles les avancées sociales et démocratiques requises impose la construction d'un système mondial pluricentrique. La condition première de celle-ci est évidemment la mise en déroute du projet de Washington de contrôle militaire de la planète.